

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Département des Systèmes d'Information

Hôtel du Département

2/16 boulevard Soufflot

92015 NANTERRE Cedex

Tél: 01 41 91 27 07

EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES FTTH DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT

Date et heure limites de réception des offres

Le 16 janvier 2015 à 16 heures

Règlement de la Consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : CONTEXTE, OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION	4
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
1.6. - LIEU(X) D'EXECUTION :	5
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - DUREE DES MARCHES - DELAIS D'EXECUTION	5
2.2 - VARIANTES ET PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	5
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
2.5 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	6
4.2 – VARIANTES	9
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
6.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	11
6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	11
ARTICLE 7 : CONDITION D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE REMISE DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE	12
7.1. MENTIONS GENERALES INTRODUCTIVES	12
7.2. MENTIONS CONCERNANT LA NECESSITE ET LES MOYENS D'OBTENTION D'UN CERTIFICAT ELECTRONIQUE	13
SIGNATURE ELECTRONIQUE DES FICHIERS DE LA REPONSE	13
IL EST EGALEMENT FORTEMENT RECOMMANDE AU SOUMISSIONNAIRE DE PRENDRE SES DISPOSITIONS DE MANIERE A CE QUE SA REPONSE ELECTRONIQUE SOIT DEPOSEE DANS LES DELAIS IMPARTIS. UN TEST DE CONFIGURATION DU POSTE DE TRAVAIL AINSI QUE DES CONSULTATIONS DE TEST SONT MIS A SA DISPOSITION SUR LA PLATEFORME (CF. GUIDE UTILISATEUR)	1
SIGNATURE ENVELOPPEE, SIGNATURE DETACHEE, JETON DE SIGNATURE	16
7.3. MENTIONS CONCERNANT LES OFFRES CONTENANT UN VIRUS	16
7.4. MENTIONS RELATIVES AU RESPECT DES PRE-REQUIS TECHNIQUE DE LA PLATE FORME	17
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Contexte, objet et étendue de la consultation

1.1 – Contexte de la consultation

Par délibération en date du 17 octobre 2014, le Département des Hauts-de-Seine a résilié, aux torts de son titulaire, la société Sequalum SAS, la délégation de service public portant sur la construction et l'exploitation du réseau THD Seine.

Dans le cadre de cette concession, Sequalum a construit au 20 octobre 2014, selon les documents dont dispose le Département :

- 526 883 prises raccordables (lien NRO-SRO2 construit) ;
- 57 426 prises raccordées (lien NRO-PBO construit).

Afin d'assurer la continuité du service public, le Département entend confier au Titulaire une mission globale de maintenance et d'exploitation d'une partie des infrastructures ainsi réalisées.

Ces prestations, précisées plus avant dans le CCTP, consistent notamment en :

- Souscrire l'offre dite « IBLO » d'Orange et en assurer l'entière gestion. Ceci implique que le Candidat, ou un membre du groupement dispose de la qualité d'opérateur de communications électroniques déclaré auprès de l'ARCEP à la date de notification du marché ;
- Assurer le fonctionnement des Infrastructures FTTH, prestation comprenant les charges d'exploitation, de maintenance et de gestion administrative et les relations avec les Usagers (notamment assistance du Département pour la facturation des Usagers) ;
- Superviser l'adduction des PM par un Usager ;
- Assurer le raccordement des Clients finals ou superviser cette opération ;
- Fournir des équipements de rechange (« spare ») et réparer les équipements des colonnes montantes ;
- Assurer une prestation de transfert des Infrastructures FTTH à un nouvel exploitant au terme du présent Marché.

1.2 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur :

Exploitation et maintenance des Infrastructures FttH du réseau départemental de communications électroniques à très haut débit

Ces Infrastructures FttH recouvrent, en offre de base, les Colonnes Montantes déjà déployées dans le cadre du projet THD Seine.

Les Candidats doivent obligatoirement intégrer une offre optionnelle intégrant l'exploitation et la maintenance des PM Extérieurs et de leurs zones arrières déjà déployés dans le cadre du projet THD Seine.

Lors de la notification du Marché, le Département communiquera au Titulaire sa décision d'exercer ou non l'option d'inclure dans les Infrastructures FttH objet du présent Marché les PM Extérieurs et leurs Zones Arrières déjà déployées.

Une synthèse des Infrastructures FTTH déployées préalablement dans le cadre du projet THD Seine

est présentée au sein du Dossier de Consultation, en Annexe 1a du CCTP.

1.3 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 33 3^{al}. et 57 à 59 du code des marchés publics.

Le marché est mixte et comprend, d'une part, des prestations réalisées sur la base d'un forfait, d'autre part, des prestations à prix unitaire réglées au vu des quantités réellement exécutées et déclenchées par ordre de service, de dernière part, des prestations à bons de commande réalisées sur la base d'unités d'œuvre. Le détail de ces prestations figure à l'article 2.5 du CCAP.

La partie à bons de commande sera passée en application de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Pour ce qui concerne les prestations à bons de commande, aucun minimum ni maximum n'est fixé. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décompositions en tranches ou en lots.

1.4 - Conditions de participation

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Toute candidature est admise : individuelle ou en forme de groupement lors du dépôt des offres.

Toutefois, en cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'exprimé ci-dessus. Cette transformation s'effectuera dans le cadre d'une mise au point du marché avec l'attributaire.

1.5 - Nomenclature communautaire

<i>Classification principale</i>
32412100-5
Réseau de télécommunications
<i>Objets complémentaires</i>
50312600-1
50331000-4
45231600-1
32420000-3
32424000-1
32427000-2

1.6. - Lieu(x) d'exécution :

Ensemble du territoire du Département des Hauts-de-Seine. L'emplacement plus précis des Infrastructures FttH est fourni à l'Annexe 1 du C.C.T.P.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Le présent Marché est conclu pour une période initiale de six (6) mois à compter de sa notification, reconductible sept fois par tranche de six (6) mois, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du Marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le Marché à chaque échéance et en informera alors le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de deux (2) mois avant le terme du marché.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra prolonger l'exécution des prestations au-delà du terme du marché que pour la durée normale d'exécution de la prestation commandée et sans méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs.

En tout état de cause, l'émission de bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 4 du CCAP.

2.2 - Variantes et Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune variante n'est autorisée.

En revanche, il est demandé aux Candidats, sous peine de rejet de leurs offres de présenter :

- Une Offre de Base portant sur l'exploitation et la maintenance des seules Colonnes Montantes, telles que définies à l'article 1 du CCAP, déployées dans le cadre du projet THD Seine.
- Une Prestation supplémentaire éventuelle à chiffrer de façon obligatoire, incluant dans le périmètre du Marché, les Points de Mutualisation Extérieurs, et leurs Zones Arrières, tels que définis à l'article 1 du CCAP, déployées dans le cadre du projet THD Seine.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Conformément à l'article 98 du code des marchés publics, issu du décret n°2006-975 du 1er août 2006 modifié, le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le pouvoir adjudicateur sera également redevable d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du code des marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

En revanche, le Titulaire devra à la date de notification du marché, disposer de la qualité d'opérateur de communications électroniques déclaré auprès de l'ARCEP.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C) ;
- L'acte d'engagement (**A.E**) et ses annexes relatives à la répartition des prestations entre cotraitants et à la présentation d'un sous-traitant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (**C.C.A.P.**) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (**C.C.T.P.**) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : Données techniques concernant le Réseau
 - Annexe 1a : tableau récapitulatif de la répartition des prises sur le territoire
 - Annexe 1b : dernier fichier IPE anonymisé du réseau THD Seine
 - Annexe 1c : exemple(s) de DOE colonnes montantes
 - Annexe 2 : STAS THD Seine
 - Annexe 3 : Modèle de Tableau de bord
- Le bordereau des prix unitaires (**B.P.U.**) ;
- Le détail quantitatif estimatif (**D.Q.E**) ;
- Le formulaire DC1 du Département ;
- Les formulaires DC2 et NOTI-2.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou sur support papier n'est autorisée.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les candidatures ou les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du code des marchés publics :

- **Une lettre de candidature et, le cas échéant, d'habilitation du mandataire par les cotraitants (ou l'imprimé DC1 fourni par le Département, ancien imprimé DC4), datée et signée ;**

Nota : le candidat individuel ou chaque membre du groupement doit signer la lettre de candidature (ou l'imprimé DC1 fourni par le Département).

Nota 2 : le candidat peut compléter sa lettre de candidature et les informations relatives à sa situation juridique en utilisant l'imprimé DC2 (ancien imprimé DC5, téléchargeable sur le site du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr/>).

- **Le(s) pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement (extrait k-bis, délégation de signature...) ;**

Nota : le ou les personnes physiques ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement peuvent être identifiées dans la rubrique C1 du formulaire DC2 (ancien imprimé DC5, téléchargeable sur le site du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr/>)

- **Une déclaration sur l'honneur (ou l'imprimé DC1 fourni par le Département) indiquant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics datée et signée et par laquelle il reconnaît :**

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- **La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;**

Les renseignements concernant les garanties et la capacité technique, financière et professionnelle des candidats :

- Les renseignements demandés au titre de l'article 45 du code des marchés publics (les candidats peuvent utiliser l'imprimé DC2, ancien formulaire DC5, téléchargeable sur le site du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr/>) à savoir :

- a) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- b) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- c) Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- d) Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Un candidat qui ferait une fausse déclaration s'expose aux peines prévues par l'article 441-1 du code pénal sanctionnant le faux et usage de faux.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre de Base:

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses documents annexes complété (s), daté (s) et signé (s) par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat :
 - Annexe 1 relative à la présentation d'un sous-traitant (le cas échéant) ;
 - Annexe 2 relative à la répartition des prestations entre cotraitants (le cas échéant) ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.), complété à l'exception des lignes :
 - FMA 02B Forfait pour la prise en compte des données du parc existant "zones pavillonnaires" en début de marché et leur intégration dans le SI.
 - PM100 - Remplacement d'un PM100 ou équivalent Passif (Fourniture et pose).
 - PM150 - Remplacement d'un PM150 ou équivalent Passif (Fourniture et pose).
 - PM300 - Remplacement d'un PM300 ou équivalent Passif (Fourniture et pose).
 - TIR 01- Remplacement d'un tiroir optique 1U 24 FO au PM (Fourniture et pose)
 - TIR 02- Remplacement d'un tiroir optique 1U 36 FO au PM (Fourniture et pose)
 - TIR 03- Remplacement d'un tiroir optique 2U 48 FO au PM (Fourniture et pose)
 - PBOF1 - Fixation ou re-fixation d'un PBO existant (hors fourniture) en chambre
 - PBOF2 - Fixation ou re-fixation d'un PBO existant (hors fourniture) en façade
 - PBOF3 - Fixation ou re-fixation d'un PBO existant (hors fourniture) sur poteau
 - CAB FR1 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en fourreaux (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 12 à 48 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"
 - CAB FR2 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en fourreaux (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 72 à 144 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"
 - CAB A1 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble aérien (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 12 à 48 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"
 - CAB A2 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble aérien (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 72 à 144 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"

- CAB FA1 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en façade (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 12 à 48 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"
 - CAB FA2 - "Remplacement (fourniture et pose) dans sa totalité d'un câble en façade (PM-BPE/PBO) : Câble optique PEHD noir, de structure tube de 6 fibres, de capacité 72 à 144 fibres, y compris love et dépose de l'ancien câble"
 - EPI02 - Réalisation d'un ensemble de 6 épissures par fusion et contrôle de leur performance.
- Le détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), complété à l'exception des mêmes lignes que pour le BPU ;
 - Le mémoire technique du candidat, respectant les exigences C.C.T.P

Pièces au titre de la Prestation supplémentaire éventuelle :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses documents annexes complété (s), daté (s) et signé (s) par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat :
 - Annexe 1 relative à la présentation d'un sous-traitant (le cas échéant) ;
 - Annexe 2 relative à la répartition des prestations entre cotraitants (le cas échéant) ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.), complété en intégralité ;
- Le détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), complété en intégralité ;
- Le mémoire technique du candidat, respectant les exigences du C.C.T.P

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli électronique contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

NOTA : Les documents comportant des signatures scannées ne sont pas considérés comme des originaux. **Une signature électronique d'un dossier compressé ne vaut pas signature de chacune des pièces : il est nécessaire que chacune d'elles soit signée électroniquement.**

Conformément à l'article 48 du Code des marchés publics, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, sans préjudice des dispositions relatives à la copie de sauvegarde.

4.2 – Variantes

Il est rappelé que les variantes ne sont pas autorisées.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 52 à 55 du Code des marchés publics et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	%
1 - Prix	40
2 – Qualité de service	30
3 – Qualité du système d'information (SI) proposé	30

Le Département comparera les Offres de base entre elles, et les Offres incluant la Prestation supplémentaire éventuelle entre elles, selon ces mêmes critères.

En fonction de son choix de retenir l'Offre de base assortie ou non de la Prestation supplémentaire éventuelle, il attribuera le marché au Candidat ayant présenté l'Offre de base la mieux classée, ou l'Offre incluant la Prestation supplémentaire éventuelle la mieux classée au vu des critères énumérés ci-dessus.

1– Le critère du **Prix**, noté sur **40 points**, sera jugé au vu du montant total renseigné au Détail Quantitatif Estimatif joint au dossier de consultation et complété par le candidat conformément aux prix indiqués par ses soins dans le bordereau de prix unitaires.

L'offre la moins-disante obtiendra la note maximum sur le critère prix. L'affectation des autres points s'effectue par application d'une formule mathématique, tenant compte de la différence des offres avec la note maximum, proportionnelle à l'écart avec le prix minimum, pondéré par des coefficients prédéterminés.

2 – Le critère de la **qualité de service**, noté sur **30 points**, sera décomposé comme suit :

2.1 – Méthodologie de mise en œuvre des prestations (notamment organisation, moyens techniques et humains dédiés à l'exploitation et à la maintenance), notée sur 20 points ;

2.2 –Engagement de performances, noté sur 10 points.

3 – Le critère de la **qualité du SI proposé**, noté sur **30 points**, sera jugé au regard du cadre de réponse (article 2.1, 2.2, 2.3 et article 3.5), et décomposé comme suit :

3.1 – Modalités de prise en compte des données du parc existant, notées sur 5 points ;

3.2 – Interopérabilité avec les SI des Opérateurs usagers des infrastructures, notée sur 10 points ;

3.3 – Qualité de l'accès offert au Département, notée sur 5 points ;

3.4 – Modalités de transfert à un nouvel exploitant au terme du marché, notées sur 10 points ;

Au stade de l'attribution du marché :

Conformément à l'article 46 III du code des marchés publics, le marché ne pourra être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai qui sera fixé ultérieurement par la personne publique les documents suivants :

1°) les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;

2° Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne peut produire les documents demandés ci-dessus dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation.

6.2 – Transmission électronique

Conformément à l'article 56-II-1° du code des marchés publics, **dans le cadre de la présente procédure, les candidats doivent obligatoirement transmettre leurs documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marches-publics.hauts-de-seine.net>**

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

L'offre électronique remise par les candidats doit contenir dans un seul envoi, les pièces de la candidature et les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le soumissionnaire se reportera à l'annexe du présent règlement de la consultation, qui constitue le mode d'emploi de la plate-forme de dématérialisation des procédures de marchés publics.

Il est rappelé que la durée du téléchargement de son offre par le soumissionnaire est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Il appartient au soumissionnaire d'en tenir compte lors du dépôt de son offre électronique.

Afin de pallier des difficultés éventuelles de configuration informatique ou d'utilisation de la plate-forme, le Conseil général des Hauts-de-Seine incite fortement les entreprises intéressées par une remise de leur pli par voie électronique à **engager la procédure de dépôt de leur pli au moins deux heures avant la date limite de remise des offres** et en cas de problème contacter au plus vite le numéro : 08.20.36.20.11 (hotline ouverte de 9h00 à 19h00 du lundi au vendredi).

Par ailleurs, pour les entreprises qui feraient leur premier essai de remise de pli par voie électronique, le Conseil général vous recommande vivement de faire un test une semaine avant la date limite de remise des offres comme leur propose le site <https://marches-publics.hauts-de-seine.net/> dans la rubrique « aide », paragraphe « Répondre à une consultation ». Cette consultation test a pour but de vous familiariser avec les modalités de dépôt de votre pli électronique, vous pouvez y déposer librement un pli test.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde pour

Appel d'offres ouvert

Maintenance et Exploitation des Infrastructures FttH du réseau départemental de communications électroniques à très haut débit FttH.

NOM ET ADRESSE DU CANDIDAT

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être **remis** contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, **parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception** des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

➤ **En cas d'envoi en RAR :**

Département des Hauts-de-Seine
Hôtel du Département
Direction de la commande publique
Bureau 10.05, 10ème étage
2/16 boulevard Soufflot
92015 NANTERRE Cedex
Tél: 01 41 91 27 30
Fax: 01 41 91 29 30

➤ **En cas de remise contre récépissé :**

Il convient de vous présenter à l'entrée « visiteurs » du Conseil Général des Hauts-de-Seine, située à l'adresse suivante :

Département des Hauts-de-Seine
Hôtel du Département
Direction de la commande publique
Bureau 10.05, 10ème étage
Boulevard du 17 octobre 1961
92015 NANTERRE Cedex
Tél: 01 41 91 27 30
Fax: 01 41 91 29 30

L'accès à l'hôtel du Département ne sera permis qu'après présentation d'une pièce d'identité et uniquement dans le cadre des horaires d'ouverture du bureau compétent, soit :

**du lundi au jeudi: 9h00-12h00, 14h00-17h00
le vendredi: 9h00-12h00, 14h00-16h00**

Les plis qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré par le bureau compétent après la date et l'heure limites précitées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 7 : Condition d'obtention du dossier de consultation des entreprises et de remise des plis par voie électronique

7.1. Mentions générales introductives

La plate-forme de dématérialisation des marchés publics du pouvoir adjudicateur est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <http://marches-publics.hauts-de-seine.net>.

Un guide d'utilisation de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics est téléchargeable sur la plate-forme (rubrique « Aide » sous-rubrique « guides d'utilisation »). Ce « guide d'utilisation à destination de opérateurs économiques » au format PDF décrit

précisément les différentes fonctionnalités de la plate-forme. Les soumissionnaires sont invités à se servir de ce guide pour utiliser la plate-forme de dématérialisation des marchés publics.

Les échanges d'informations entre la plate-forme et les utilisateurs sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole SSL.

Les soumissionnaires peuvent télécharger le Dossier de Consultation des entreprises (DCE) sur le site Internet accessible à l'adresse suivante <http://marches-publics.hauts-de-seine.net>.

Depuis l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les soumissionnaires n'ont plus l'obligation de s'identifier pour télécharger le DCE. Ainsi avant de pouvoir télécharger le DCE, les soumissionnaires doivent choisir le mode de téléchargement souhaité :

- Téléchargement en mode anonyme. Pour cela,

Ils doivent accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme.

*Ils sont avertis qu'ils **ne seront pas** tenus informés en cas de modification de la consultation et de réponses aux candidats apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées durant la période de publicité.*

- Téléchargement en mode identifié. Pour cela,

Ils doivent accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme

Ils doivent renseigner le registre des retraits électroniques

Ils sont avertis qu'ils seront tenus informés en cas de modification de la consultation et de réponses aux candidats apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées durant la période de publicité.

Les personnes téléchargeant le DCE en mode identifié seront particulièrement attentives à bien renseigner le champ "e-mail" dans la mesure où cette adresse sera être utilisée par le pouvoir adjudicateur pour informer des éventuelles modifications du DCE et des réponses aux questions des candidats en cours de publicité. La validité de cette adresse électronique déclarée est de la responsabilité du soumissionnaire.

7.2. Mentions concernant la nécessité et les moyens d'obtention d'un certificat électronique

Préambule :

Nécessité de certificat numérique – Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande à l'avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme (cf. Guide Utilisateur)

Parmi les documents remis par le soumissionnaire, l'acte d'engagement, le DC1 et l'attestation d'exclusivité doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics en vigueur à partir du 1^{er} octobre 2012, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires

Ces conditions sont décrites ci-après. Il est impératif que le soumissionnaire en prenne connaissance avec attention. En effet, selon les choix du soumissionnaire concernant le certificat utilisé (Cas C1 ou C2) d'une part et l'outil de signature utilisé (Cas OS1 ou OS2) d'autre part, il lui faut produire différents types de justificatifs, tels que précisés dans les articles qui suivent.

	Certificat reconnu (cas C1)	Certificat non référencé (cas C2)
Outil de signature de la plateforme (cas OS1)	Aucun justificatif à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir
Outil de signature de soumissionnaire (cas OS2)	Justificatifs "Outil de signature" à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir Justificatifs "Outil de signature" à fournir

Exigences relatives au certificat de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (Référentiel général de sécurité) ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé.

Cas C1 : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance	Adresse internet
RGS (France)	http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-referecnees
EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne)	http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
PRIS V1 (France) (uniquement jusqu'au 18 mai 2013)	http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Cas C2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS), et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- 1) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé :
 - a. preuve de la qualification de l'Autorité de certification ou compte-rendu d'audit,
 - b. politique de certification,
 - c. adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification par le pays d'établissement,
 - d. etc.
- 2) les outils techniques de vérification du certificat :
 - a. chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine,
 - b. adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats (CRL)

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

Cas OS1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

Cas OS2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- 1) indication du format de signature utilisé :
 - a. format technique (XAdES, CAdES ou PAdES),
 - b. mode d'accès à la signature ("signature enveloppée" ou "signature détachée", cf. Définition en Annexe),
 - c. extension du fichier informatique du jeton de signature en cas de signature détachée (ex: extension "*.xml")
- 2) indication de l'outil de signature utilisé :

- a. nom de l'outil,
 - b. éditeur,
 - c. description succincte (ex : site Internet de présentation)
- 3) indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public
- a. Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
 - b. Notice d'utilisation en langue française
 - c. Présentation des d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
 - d. Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Dossier ZIP et signature scannée

Rappels généraux :

- Chaque fichier pour lequel une signature est exigée au présent règlement de la consultation, doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip.
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ANNEXE : DEFINITIONS

Signature enveloppée, Signature détachée, Jeton de signature

La signature électronique d'un fichier peut être "enveloppée" ou "détachée".

On parle de "signature enveloppée" lorsque le fichier signé intègre en lui-même la signature.

On parle de "signature détachée" lorsque la signature électronique se présente sous la forme d'un fichier informatique autonome, distinct du fichier d'origine. Ce fichier autonome est appelé **Jeton de signature**.

Icon	Nom du fichier	Type de fichier	Taille
	Acte_engagement.pdf	Adobe Acrobat Document	12 Ko
	Acte_engagement.pdf - Signature 1.xml	Document XML	4 Ko

7.3. Mentions concernant les offres contenant un virus

Avant transmission de sa réponse, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs des enveloppes électroniques.

Conformément à l'article 10 du décret n°2002-692 du 30 avril 2002, les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été déposées et les soumissionnaires en seront informés dans les meilleurs délais.

7.4. Mentions relatives au respect des pré-requis technique de la plate forme

En cliquant sur « Pré-requis techniques » le soumissionnaire accède au détail des pré-requis techniques de la plate-forme. Un test automatique de configuration est disponible à la rubrique « Se préparer à répondre » sous-rubrique « Tester la configuration de mon poste ».

En cas de non respect des dits pré-requis par le soumissionnaire aucune garantie de fonctionnement nominal de la plate-forme ne pourra être apportée.

Article 8 : Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent effectuer toute demande de précision ou d'information, sous réserve que celles-ci ne soient pas manifestement abusives ou répétitives.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres, par l'intermédiaire du lien « questions / réponses » de l'écran de détail d'une consultation sur le site <https://marches-publics.hauts-de-seine.net>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier et s'étant identifiés sur la consultation, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, par l'intermédiaire du lien « questions / réponses » de l'écran de détail d'une consultation sur le site <https://marches-publics.hauts-de-seine.net>

Conformément aux dispositions de l'avis d'appel public à concurrence, en cas de difficultés dans la mise en œuvre de ces dispositions, les candidats pourront obtenir des informations complémentaires auprès de :

Vickie LAFON
Conseil Général des Hauts-de-Seine
Hôtel du Département 2/16, boulevard Soufflot
92015 NANTERRE CEDEX
Tél : 01.76.68.83.06
Fax : 01.47.29.40.70.
Email : vlafon@cg92.fr